

Jihâdisme ou banditisme ?

par Jean-Claude Fontanive

Co-fondateur et CEO de Emedio-Lobbying, Affaires Internationales et Business Diplomacy (Europe-Afrique), Vice-Président de « Initiatives Économiques pour la Méditerranée » (IEPM), Directeur du Développement de la Chaire « Nouveaux Espaces Méditerranéens », Entrepreneuriat et Innovation – Attractivité et Sécurité (Universités et Grandes Écoles Côte d'Azur), Professeur MBA en « Affaires Internationales » et Président de WAITO Institut (les nouveaux espaces méditerranéens de la sécurité). Auteur d'articles principalement dans les Revues « Politique et Parlementaire » et « Géopolitique Africaine » sur les enjeux des relations Nord/Sud et Sud/Sud.

La transformation contemporaine du *Jihâd* est symptomatique du malaise profond qui règne aujourd'hui dans la culture musulmane et qui ne cesse d'obscurcir le lien avec le passé.

La doctrine jihâdiste est née d'une réaction identitaire globale qui caractérise l'époque contemporaine. Mise en place au milieu du XX^e siècle avec les théoriciens de l'idéologie islamiste – notamment dans le sillage des Frères musulmans en Égypte – « elle propose une alternative à la culture libérale qui s'est implantée dans l'Orient arabe, et qui a conduit à une modernisation rapide du droit, du statut de la femme, des lettres, des lois et des pratiques politiques ». ¹ La montée de cette pensée ne s'est faite que progressivement depuis le milieu du XIX^e siècle, basée d'abord sur la Nahda, ² liée à la décomposition politique de l'Empire ottoman et au moment de la réinvention identitaire du monde arabe qui l'accompagne. Avec les conflits israéliens et leurs échecs répétés de paix, la révolution iranienne de 1979, et l'omniprésence américaine sur tous les pays du Moyen-Orient, une mutation s'est produite. Ces erreurs occidentales successives ont fortifié une tendance guerrière jihâdiste, favorisant la confusion des genres entre revendications nationalistes et identité « islamique ». Ainsi, cette transformation contemporaine du *Jihâd* amène le sectarisme et rend impossible toute forme du « vivre-ensemble » autrement que sur le mode de

la secte fermée : spéculations doctrinaires relatives à l'orthodoxie et à la déviation de la doctrine religieuse, représentation nihiliste et macabre de la religion, apologie du crime au nom de Dieu, et subversion du rôle de la violence en politique en faisant du radicalisme religieux la justification du chaos et de la barbarie.



Le *jihâd* pratiqué aujourd'hui par de nombreux groupes, tels AQMI, Ansar Dine, Boko Haram, MUJAO ou Daech, visent l'anéantissement de l'État, ne proposant aucune vision politique au-delà d'une hégémonie doctrinaire et d'une vision très personnelle de la *chari'a*. ³

Lorsque l'on analyse en profondeur le jihâdisme tel que revendiqué par Daech (État islamique) au Proche-Orient ou l'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique), on se rend bien compte qu'une nouvelle

>

- > mutation s'exerce sur les cellules combattantes. À cette hégémonie doctrinaire s'ajoute dorénavant celle du pouvoir de l'argent. Daech en est l'exemple le plus représentatif.

C'est en Irak, à Falloujah précisément, qu'en janvier 2014 le projet de Daech a commencé à prendre forme. La démarche militaire n'apparaît pas au premier abord. Certes, les forces armées repoussent violemment les soldats irakiens, comme ils vont le faire par la suite dans les provinces

irakien « libéré » de s'imaginer intégrer un jour le système politique irakien souverain.

Féodalisé par le nouveau pouvoir en place, la population se voit progressivement sous le contrôle implacable de groupes armés chargés de maintenir l'ordre et de développer dorénavant les ressources nécessaires au fonctionnement de l'État islamique : fonds privés en provenance du Golfe dans un premier temps, puis sommes dérobées dans les banques (notamment la banque centrale de Mossoul), exploitation des puits de pétrole, rançons pour la libération de prisonniers chrétiens ou yézidis, contrebande, trafic de stupéfiants et d'armes, contrefaçon, sans oublier un système arbitraire d'impôts islamiques. Cette manne déjà conséquente, développée en Irak comme en Syrie, ne tient évidemment pas compte des ressources naturelles, non exploitées pour l'instant, et qui seraient évaluées à près de 2 000 milliards de dollars.

Organisation hiérarchisée, mise en application de sanctions ou de menaces permettant la dissuasion des insoumis, respect inconditionnel du chef, pratique de l'omerta, racket, usure, trafics illicites, sont autant de points communs entre banditisme et « *jihâd* global ». « Une forme d'organisation criminelle, d'une mafia élargie, d'un « spectre » aux moyens sans limite, qui ferait craindre l'émulation dans l'horreur de bandits d'un nouveau genre ». ¹⁴

Et c'est en cela que le jihâdo-banditisme de Daech ou d'AQMI apparaît. Au-delà d'une vision dévoyée de l'Islam, caractérisée par une interprétation éhontée du Coran et une ignorance caractérisée de la religion, la motivation première des chefs proclamés du *jihâd* est bien celle du pouvoir et de l'argent. Ainsi, Daech se distingue de toutes les autres organisations djihadistes, notamment Al-Qaïda, par son assise territoriale, sa force d'attraction et sa puissance financière. L'État islamique contrôle désormais par la force un territoire aussi vaste que le Royaume-Uni et a su mobiliser plus de 20 000 combattants étrangers à travers un recrutement idéologique organisé. Mais surtout, il rompt avec le modèle économique de réseaux terroristes dits « traditionnels », basés essentiellement sur des financements extérieurs provenant de donateurs privés ou

Au-delà d'une vision dévoyée de l'Islam, caractérisée par une interprétation éhontée du Coran et une ignorance caractérisée de la religion, la motivation première des chefs proclamés du *jihâd* est bien celle du pouvoir et de l'argent

irakiennes situées plus au Nord, dont Mossoul. Mais, elles ne vont pas être perçues par la population locale comme une force d'occupation étrangère. Daech restitue le pouvoir local, dans chacune des villes conquises. Chaque bastion est ainsi remis entre les mains des chefs de tribus, des clans, des quartiers, des notables, des autorités religieuses sunnites, et des ex-militaires de Saddam Hussein. Ils sont ainsi chargés de gérer pour le compte de Daech chacun des lieux investis sous réserve de prêter allégeance à l'État islamique et de se soumettre aux mœurs de leur *charî'a*. On comprend donc mieux pourquoi, dans un premier temps, les combattants de l'État Islamique ont été considérés par une bonne partie de la population locale comme une armée de libération. Face aux diktats et violences des chiïtes, à l'insécurité, à la corruption généralisée, aux pénuries artificielles créées pour spéculer sur les produits de première nécessité, Daech rétablissait dans les zones habitées par les sunnites la sécurité, l'approvisionnement normal des marchés, une baisse des prix et une lutte sans pitié de la corruption. L'État islamique instaura de fait son État de droit, interdisant à tout



institutionnels. À l'exception de l'Arabie saoudite et du Qatar qui, pendant un temps, n'ont pas hésité à financer Daech pour éliminer leur grand ennemi Bachar el-Assad, l'État islamique s'autofinance par le crime. AQMI procède de la même manière, mais de façon moins organisée. Rien que sur le tabac, les bandes armées se revendiquant d'Al-Qaïda ont ponctionné en 2014 40 % des 118 000 tonnes de cigarettes de contrebande, présentes en Afrique de l'Ouest continentale depuis 2013, pour financer leurs armes et leur logistique, soit 680 millions d'euros de profits.

Pour éviter que le continent africain devienne une base arrière et un centre de formation pour tous ceux qui se recon-

naissent dans cette vaste et complexe organisation mafieuse, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne n'ont pas d'autres choix que de s'atteler à la menace la plus tangible : le financement crapuleux. Ne nous trompons pas de cible. Le terrorisme de conviction est en déclin. Le crime organisé a pris le pouvoir. Pour le combattre efficacement, un programme stratégique Nord/Sud de sécurité commune doit impérativement intégrer la confiance mutuelle en matière de traitement de l'information criminelle, afin de mieux coordonner et échanger face aux menaces de nature changeante. Sans ce programme, il est fort à parier que le développement du jihâdo-banditisme ne s'arrêtera pas en si bon chemin. •

[1] Makram Abbès, « Qu'entend-on par *jihâd* ? », Hors-série *Histoire* n°4, novembre-décembre 2015. [2] Cette pensée n'est pas un fondamentalisme, qui prône un retour pur et simple aux sources de l'islam. Elle s'appuie en grande partie sur les communautés chrétiennes d'Orient. De fait, le retour aux sources doit permettre une réinterprétation au regard de la modernité. À l'issue de cette renaissance, une classe de personnes éduquées et modernes émerge. [3] Diverses normes et règles doctrinales, sociales, culturelles, et relationnelles édictées par la « Révélation ». Le terme utilisé en arabe dans le contexte religieux signifie : « chemin pour respecter la loi (de Dieu) ». Il est d'usage de désigner en Occident la *charia* ou *chari'a* par le terme de loi islamique qui est une traduction très approximative puisque n'englobant que partiellement le véritable sens du mot (ce terme est d'ailleurs utilisé en place de droit musulman). La *chari'a* codifie à la fois les aspects publics et privés de la vie d'un musulman, ainsi que les interactions sociétales. Les musulmans considèrent cet ensemble de normes comme l'émanation de la volonté de Dieu (*Shar*). Le niveau, l'intensité et l'étendue du pouvoir normatif de la *chari'a* varient considérablement sur les plans historiques et géographiques. En Occident, ces normes sont considérées incompatibles avec les droits de l'homme. [4] Pierre Delval, « Quand terrorisme rime avec banditisme », *Financial Afrik*, numéro 24 du 15 décembre au 14 février 2016.